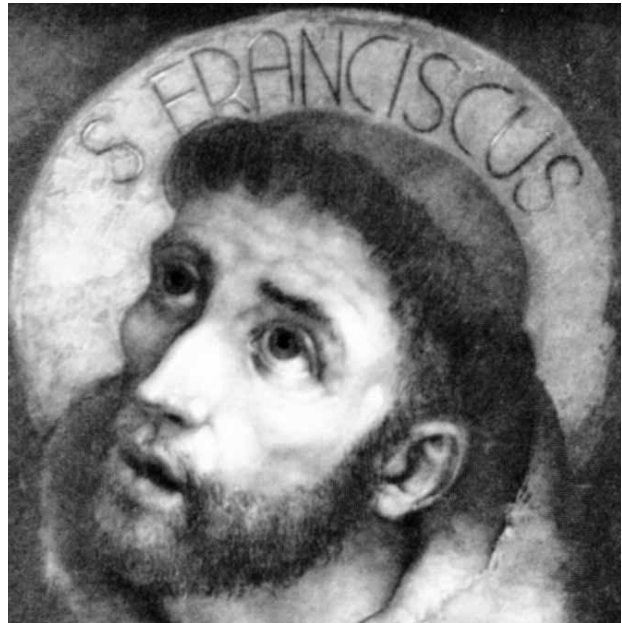


**Cours  
fondamental  
sur le charisme  
missionnaire  
franciscain**



**Critique  
prophétique des  
systèmes sociaux  
du point de vue  
franciscain**



**Leçon 21  
Partie n° 1  
Le capitalisme**

## Impressum

---

### **Éditeur et Copyright :**

Comité de direction international du CCFMC  
Président: Anton Rotzetter OFMCap  
2ème édition revue et complétée, 1998  
c/o Centre CCFMC, Würzburg

### **Rédaction :**

Maria Crucis Doka OSF, Patricia Hoffmann,  
Margarethe Mehren OSF, Andreas Müller OFM,  
Othmar Noggler OFMCap, Anton Rotzetter OFMCap

---

### **Éditrice :**

Sr. Alphonsa Kiven TSSF  
Tertiary Sisters of Saint Francis  
Shisong  
P.O.Box 8  
Kumbo, Bui Division  
Cameroun  
tssfcam1@yahoo.com

### **Graphisme :**

Jakina U. Wesselmann

### **Centre CCFMC :**

CCFMC-Zentrum  
Haugerring 9  
D-97070 Würzburg  
Tel.: +49-931-352 84 65  
Fax: +49-931-352 84 66  
E-mail: [post@ccfmc.net](mailto:post@ccfmc.net)  
Internet: <http://www.ccfmc.net>

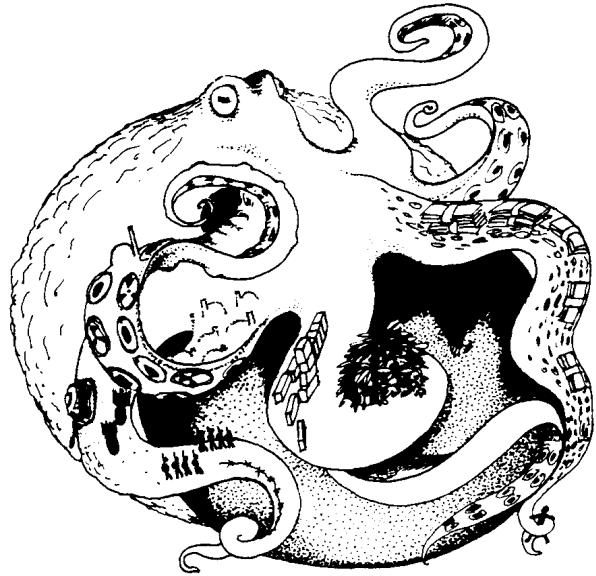
### **Traducteur :**

Pascal Curin

### **Rédaction :**

Benedikt Mertens OFM, Judith Putz OSF, Philippe  
Schillings OFM

**Cours  
fondamental  
sur le charisme  
missionnaire  
franciscain**



**Critique  
prophétique des  
systèmes sociaux  
du point de vue  
franciscain**



**Leçon 21  
Partie n° 1  
Le capitalisme**



# Sommaire



**critique prophétique  
des systèmes sociaux  
d'un point de vue franciscain**

**Leçon 21  
Partie n°1  
Le capitalisme**

## Sources franciscaines

Dieu ou l'argent

### A. Introduction

### B. Plan

### C. Exposé

Introduction

## I. Le capitalisme

### 1. La nature du capitalisme

- 1.1. Le pouvoir de l'argent
- 1.2. La révolution scientifique et technologique et son impact sur le monde du travail
- 1.3. La pensée capitaliste : Le néolibéralisme
- 1.4. Conséquences dévastatrices
- 1.5. Nouvelles formes d'organisation politique et économique
- 1.6. Crise de la civilisation

### 2. Critique du capitalisme

- 2.1. Critique interne au capitalisme
  - Le capitalisme en tant qu'idéologie
  - La liberté et le néolibéralisme
- 2.2. Critique fondamentale
- 2.3. Critique socio-éthique de l'Église
- 2.4. Critique théologique
- 2.5. Critique prophétique

## Épilogue



## **II. Le marxisme**

### **1. Le marxisme - qu'est-ce que c'est ?**

#### 1. 1. Karl Marx

- Le rencontre avec Friedrich Hegel, les Hégéliens et l'idéalisme allemand associé
- Amitié avec Friedrich Engels

#### 1. 2. Les étapes de formation du marxisme

- Le Marx primitif
- Le Marx tardif ou « mûr »
- Le communisme (Lénine, Mao, Tito, Castro ...), également appelé « le marxisme oriental »
- Le « marxisme occidental »
- Les mouvements intellectuels influencés par Marx
- Le marxisme dans le Tiers-Monde
- Les organismes terroristes qui se réfèrent au marxisme

#### 1.3. Description sommaire du marxisme

### **2. Quelques réflexions critiques**

- 2.1. Le marxisme, héritage de l'humanisme
- 2.2. Le marxisme en tant que théorie sociale
- 2.3. Le marxisme en tant que philosophie de l'histoire
- 2.4. Le marxisme comme système de pensée politique dans les pays communistes
- 2.5. Le marxisme en tant que eschatologie biblique
- 2.6. Le marxisme et la famille franciscaine

## **III. La position franciscaine vis-à-vis du pouvoir politique et économique**

### **1. François et Claire par rapport au conflit politico-économique**

#### 1.1. Le système du pouvoir

#### 1.2. Le système de l'argent

### **2. Un combat central chez les franciscains: La justice et la liberté**

#### 2.1. La liberté

#### 2.2. La justice

#### 2.3. Le mouvement franciscain : semence d'une nouvelle culture politique

- Une société de la cohabitation
- L'importance de la spécificité et de l'unicité
- La conception franciscaine de l'homme
- Nouvelle perception
- Conscience de soi partagée

## **D. Exercices**

## **E. Applications**

## **F. Index**

## **Épilogue**



## Dieu ou l'argent

*A l'époque de saint François, l'argent devint surpuissant au point de remplacer rapidement le Dieu de la vie. Dieu ou l'argent, là était la question! François choisit Dieu et refusa catégoriquement l'argent.*



*Un jour, un visiteur déposa de l'argent sur l'autel de la chapelle de la Portioncule. Lorsqu'un frère aperçut cet argent à un endroit aussi sacré que celui-ci, il le prit et le déposa sur le rebord de la fenêtre. Un autre frère l'enleva de cet endroit et l'emmena à François.*

*François refreina à peine sa colère. Il demanda qui avait déposé l'argent sur le rebord de la fenêtre. Au frère qui se désigna, il posa la question suivante : « Pourquoi as-tu fait cela ? » Ne savais-tu pas que non seulement j'ai interdit de faire usage de l'argent, mais en plus de le toucher ? » Sur le champ, le frère se mit à genou, baissa la tête et reconnut son péché en réclamant une sévère pénitence. François lui infligea la pénitence suivante : le frère dut saisir l'argent avec la bouche et le déposer sur un tas de fumier. Il devait sentir avec chacun de ses sens que le fumier reste du fumier !*



(D'après AP, 30)



# Introduction

A.



## Processus de transformation

Il y a toujours dans l'histoire des hommes des processus qui ont causé des changements profonds. Toutefois, nous vivons à l'heure actuelle une phase où les changements sont de plus en plus rapides et de moins en moins faciles à discerner. Il n'y a pas un recoin de notre monde qui ne serait pas touché par cette évolution, ni pas un domaine de la vie sociale qui serait épargné. On recourt aux concepts les plus divers pour tenter de décrire cette nouvelle situation: si l'on veut insister sur le scepticisme avec lequel on aborde la raison, la science et la technique, on parle par exemple de la « postmodernité » (cf. cours 14). Ou bien si l'on pense aux nouvelles possibilités de communication et d'information qui nous mettent tous en réseau et nous rapprochent les uns et les autres partout dans le monde, on parle de « village globalisé ». Si l'on se concentre plus sur les aspects économiques, on parle de « marché mondial » etc. ... Mais, au final, on parle surtout de «

par un quelconque instrument de régulation social. En Amérique Latine, cette forme de capitalisme qui apparaît comme un jeu s'appelle le « néolibéralisme », ailleurs « l'économie de marché » ou encore « le capitale de Manchester ».

Dans cette leçon, nous voulons démasquer le capitalisme, le néolibéralisme et l'économie de marché comme une idolâtrie. Le Dieu de la Bible que suivent François et Claire est un Dieu de la vie ; Il est toujours du côté des pauvres et en parfaite solidarité avec eux et les exclus. Le capitalisme ne put se développer sans contrainte que depuis l'effondrement des systèmes socialiste. A sa manière, le communisme a sans nul doute asservi les hommes et la nature. Néanmoins, le simple fait d'exister empêchait le capitalisme de développer pleinement son inhumanité. Le marxisme qui fut en partie développé et en partie falsifié par Lénine et Staline servait en plus à faire entendre des



critiques fondamentales du système capitaliste. De nombreux pauvres et les classes sociales inférieures virent en lui pendant longtemps la seule alternative au capitalisme. L'effondrement du communisme fut, de ce fait, perçu dans le Tiers Monde comme la fin d'une espérance pour un monde plus social.

Si nous voulons être du côté des pauvres et des exclus comme François et Claire, nous devons nous intéresser

mondialisation »; on désigne par ce terme le fait qu'une forme très précise de comportement économique s'est imposée comme la norme à l'échelle internationale: le capitalisme qui ne doit pas être infléchi ou imprégné

aussi à Karl Marx et à ce qu'il a engendré par la suite. Qu'est-ce qui est faux dans cette théorie? Pourquoi le communisme ne pouvait-il qu'échouer ? Qu'est-ce qui reste juste ? Le marxisme est-il fini ?

Une série de questions s'imposent à nous. En raison



de l'importance de ces deux thèmes et en raison de l'ampleur de la tâche qui nous attend dans notre analyse, nous avons découpé cette leçon en deux parties, à savoir le « capitalisme » en partie n°1 et le « marxisme » en partie n° 2.

Nous vous rappelons par ailleurs que la réponse

franciscaine à ces deux systèmes tout comme les exercices, les applications et les index se trouvent dans la partie n°2.

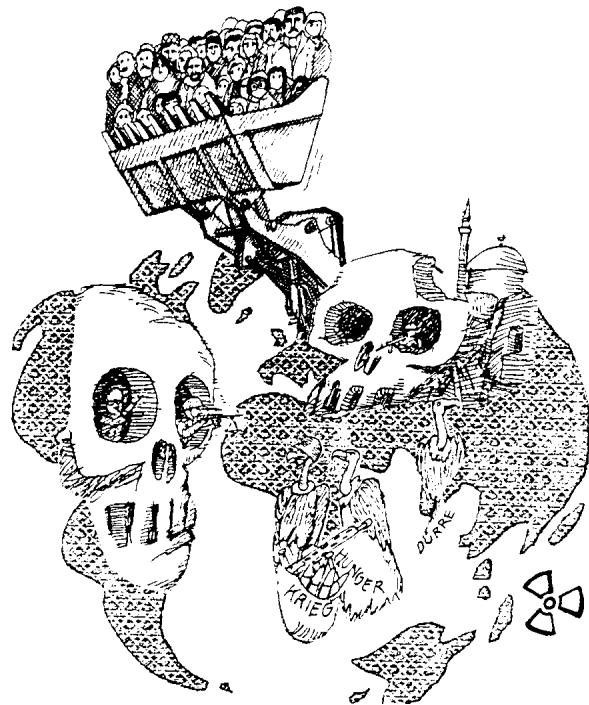
## Plan B.



### Les interrogations de notre temps

Cette leçon traite de sujets actuels particulièrement délicats, d'économie et de politique, voire de deux systèmes économiques opposés et de la réponse qu'apportent les franciscains à cette question. Nous démarrons par quelques définitions des différentes formes d'ordre économique. Dans une première grande partie (partie n° 1), nous nous pencherons sur le capitalisme qui s'est imposé partout dans le monde (mondialisation). Nous définirons dans l'ordre le pouvoir engendré par l'argent à tous les niveaux de la vie; la science et la technologie qui sont accaparées par l'argent; et dans ce contexte, le travail qui est rationalisé; la pensée philosophique qui est derrière tout cela; les conséquences désastreuses qui en découlent; les formes d'organisation politiques et économiques qui se sont formées sur la base du marché mondialisé; en un mot, la crise de la civilisation qui touche toute la planète. Après la description, nous porterons un jugement critique approfondi sur le capitalisme: nous reprendrons l'autocritique des capitalistes et poursuivrons par des critiques de fond, extérieures au capitalisme, sur le plan socio-éthique, théologique et prophétique, parmi lesquelles nous exprimons bien entendu le point de vue franciscain.

La seconde partie traitera du marxisme que l'on oppose au capitalisme depuis le siècle dernier. Après une brève biographie de Karl Marx, nous décrirons les différentes formes du marxisme: le jeune Marx, le vieux Marx, le marxisme-léninisme, le marxisme occidental, les formes de pensée autonomes mais influencées par le marxisme, et enfin le marxisme spécifique à l'Amérique Latine. Nous nous demanderons ce qui est commun à toutes les formes de marxisme. On fera nécessairement



la critique de ce qui se dégage de différents points propre au marxisme commun: l'humanisme marxiste, la théorie sociale ou la méthode marxiste, la vision du monde qu'ont les marxistes, l'état marxiste, l'héritage biblique et la fausse critique du marxisme. Puis, pour conclure, nous mettrons l'accent sur les aspects franciscains.

Enfin, nous voulons en tirer les conclusions pour la mission de la famille franciscaine de nos jours, et notamment de la même manière que François et Claire ont abordé l'argent et le pouvoir et comment ils ont associé liberté et justice. Il doit en ressortir le germe d'une nouvelle culture.





## Questions d'ordre économique

Dans cette leçon, il s'agit surtout de questions économiques. « Gérer » signifie à l'origine « s'occuper de », « héberger », « approvisionner quelqu'un en matériel ». Le mot « économie » vient du grec et pourrait être traduit par « règlement intérieur ». On entend par là tous les aspects indispensables à une bonne conduite du ménage: l'approvisionnement de la maison pour tout ce qui touche aux premières nécessités et la meilleure gestion possible. Depuis longtemps, on sait que de la cellule familiale se sont développés la commune, l'État, la communauté des peuples, voire toute la planète. Le respect scrupuleux des règles au sein du foyer est à l'origine d'une théorie, d'une science économique qui a marqué de manière indélébile la vie des individus et de la collectivité. Le « règlement intérieur » ou l'ordre économique dont se dotent les différents États ou la communauté des peuples est en tout cas une priorité de l'homme ou une question de volonté politique. Selon les cas, on distingue les cas suivants :

- « **L'économie dirigée ou planifiée** » : C'est l'État qui planifie, gère et contrôle la politique économique. Ici le règlement intérieur était celui des États communistes.

- « **L'économie de marché** »: La concurrence au niveau des marchandises et des services est le facteur décisif de la politique économique. Ici le règlement intérieur revendique à ce jour la validité universelle.

- « **L'économie sociale de marché** » : la concurrence au niveau des marchandises et des services est contrôlée par l'État pour empêcher ou compenser les injustices issues du marché. Dans ce contexte, on ajoute souvent le terme « **écologique** ». Il faut entendre par là la compétence de l'État dans l'intérêt de la nature ou de la protection de la création.

- « **L'économie libérale ou de libre entreprise** » : la concurrence au niveau des marchandises et des services ne doit pas être soumise à des règles ou lois étatiques. Quand cette conception est soutenue par une philosophie, on parle – surtout en Amérique Latine – de « **néolibéralisme** » car la liberté absolue de l'individu en est le fondement premier. En Europe, on parle du « **libéralisme de Manchester** », ainsi dénommée à cause de la ville anglaise Manchester

où l'on installe dès le 19<sup>ème</sup> siècle « le libre jeu des forces économiques sans aucune intervention de l'État au rang de principe fondamental de l'ordre économique extérieur (théorie du libre échange) et entre autres aussi de l'ordre économique intérieur ». <sup>1</sup> Ou bien on parle également de « néodarwinisme » parce que la loi du plus fort qui définit l'évolution selon Charles Darwin († 1882) est transféré sur les pratiques économiques.



- « **Le capitalisme** »: toutes les formes d'économie citées plus haut peuvent être résumées sous le terme chapeau «Capitalisme». Ce faisant on insiste sur l'importance à accorder au capitalisme et plus particulièrement à l'argent dans tous les domaines de la vie. «L'économie planifiée» que l'on oppose habituellement au capitalisme, est au fond des choses tout aussi «capitaliste» à la différence près que c'était l'État qui empochait le capital, ou les forces de décision au pouvoir, qui ont pu s'enrichir de manière inimaginable (« bonzes »). On parle de « l'économie keynésienne » quand on fait le lien avec « l'économie sociale de marché » et de «l'économie classique » concernant le « capitalisme de Manchester ».

<sup>1</sup> tiré du Meyers Konversationslexikon



# Le capitalisme I.

## La nature du capitalisme

1.

En 1990, le communisme s'effondre en Europe de l'Est et avec lui tout le système économique socialiste (Économie planifiée). L'opposition tendue des deux super puissances qui s'affrontaient à travers leurs modèles de société et d'économie différents n'avait

plus de raison d'être. Le capitalisme sans limite peut se répandre sur toute la planète de manière uniforme. C'est pour cette raison qu'on parle de mondialisation du capitalisme.

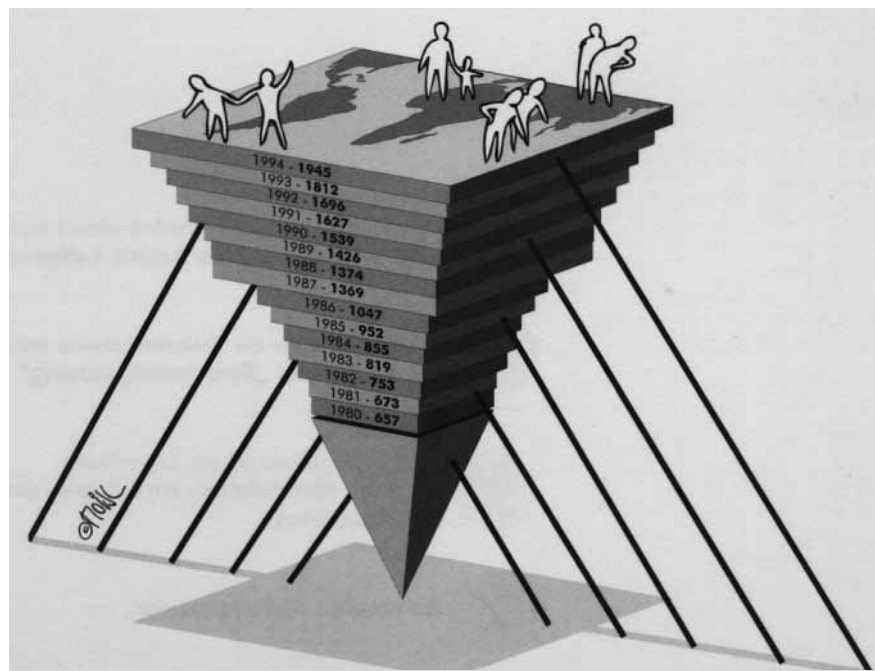
## Le pouvoir de l'argent

1.1.

A la base du capitalisme il n'y a finalement rien d'autre que l'inversion de la tâche que doit réaliser l'économie. A priori l'économie a pour fonction de satisfaire les besoins élémentaires des hommes, de leur assurer la prospérité et le bien-être. Au lieu de cela, il s'agit pour le capitalisme d'amasser l'argent, de le faire fructifier (accumulation). Lors des dernières décennies, on a assisté à une redistribution gigantesque des richesses. L'argent se concentre dans quelques mains et ceci dans des proportions qui dépassent l'entendement. En 1996, la fortune des 358 milliardaires (des personnes individuelles!) dépasse le revenu global des pays pauvres. Dans un pays riche comme l'Allemagne, on dénombre 7,5 millions de pauvres, parmi eux 900 000 sans abris. A quel point l'accumulation de l'argent peut devenir est particulièrement visible dans le milieu du sport. Le joueur de basket-ball américain Shaquille O'Neil gagne selon son contrat en à peine sept ans 127 millions de dollars sans compter les entrées d'argent provenant des contrats publicitaires. Le président Clinton qui n'est pas à plaindre au demeurant, devrait être président des États Unis pendant 600 ans pour gagner ce qu' O'Neill gagne en sept ans.

Un Américain qui gagnerait le SMIC, soit 5,15 dollars, devrait travailler pendant 10 735 années pour gagner autant que O'Neil en sept ans. O'Neil gagne 4 500 dollars par minute, soit 350 000 dollars par semaine (d'après le journal « Tages-Anzeiger »; Zurich, 28.10.1996, rubrique économie, page 29).

Ce qui, avec un seul exemple, nous paraît aberrant, appartient à l'essence même du capitalisme. Ceux qui pratiquent le plus le capitalisme sont les multinationales, les grandes banques et les instituts de crédit, par exemple le fond monétaire international et la banque mondiale.



La dette totale à l'étranger des pays en voie de développement de 1980-1994

Source: World Bank, World Tables 1988/89, 1994/95



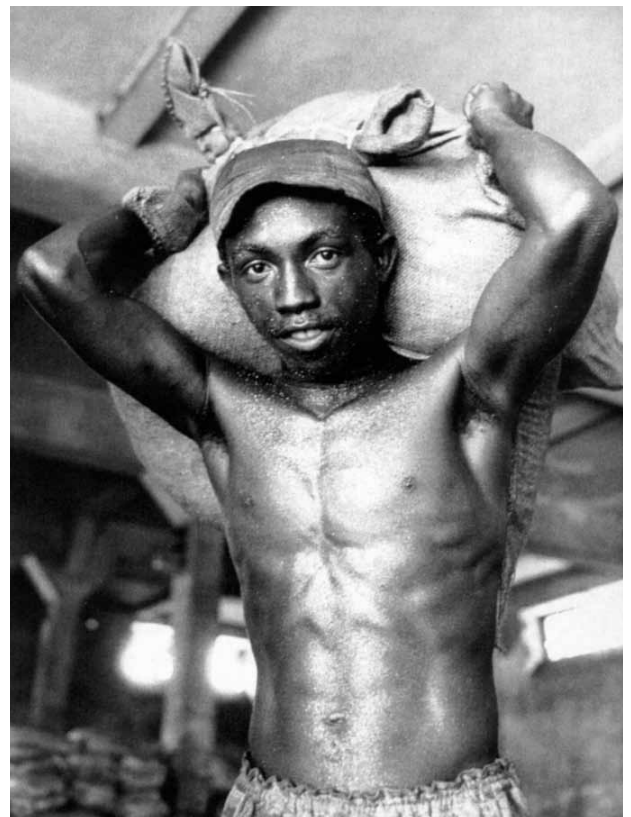
Ces institutions furent créées à l'origine pour faire profiter les pays pauvres d'une partie de la richesse des pays riches. Or, avec le temps, c'est exactement le contraire qui s'est produit : c'est devenu un instrument d'exploitation. Pour les crédits accordés aux pays pauvres, les pays du Tiers Monde paient tellement d'intérêts que la somme des remboursements est bientôt quatre fois supérieure à celle des crédits. On impose à ces pays comme condition à l'octroi des crédits le programme économique néolibéral : la privatisation de toutes les sociétés nationalisées et l'ouverture totale du marché. Les pays doivent s'adapter aux mouvements du flux de capitaux international. Au final, il s'agit ici d'une adaptation des économies nationales aux contraintes générales du marché international. L'économie échappe ainsi de plus en plus aux régulations de l'État. James Wolfensohn qui fut élu président de la Banque Mondiale en 1995, voulut changer le système de la Banque Mondiale. Il parlait d'un nouveau pacte de solidarité internationale. Mais malheureusement, ceci restera un vœu pieux.

Lors d'un symposium en Autriche en 1996, l'ancien président de Zambie, Kenneth Kaunda, a sévèrement critiqué la politique de l'endettement de la Banque Mondiale et des nations industrielles. Il considère la crise de l'endettement comme une tragédie humaine. *«Elle n'est pas seulement un sujet économique ou une simple question technique. Elle est une tragédie humaine, et cette dimension humaine doit entrer dans les consciences. Des gens meurent. Des enfants meurent. Il y a des guerres civiles. Dans tous les pays africains subsahariens, on assiste à la déliquescence des structures sociales et politiques. Une bonne part, bien sûr pas tout, mais une bonne part de tout ce qu'on vient d'évoquer est due à cette politique de l'endettement.»*

*L'endettement est une forme d'esclavage. C'est la forme la plus sévère de l'esclavage. Cette forme d'esclavage était déjà interdite dans l'Ancien Testament. Dans le Deutéronome, on peut lire: 'Si ton frère est pauvre, tu dois lui prêter de l'argent, mais pas lui réclamer d'intérêt; en guise de gage pour sa dette, tu ne peux lui réclamer ni ses habits, ni les choses dont il a besoin pour vivre.' Personne n'a le droit de prendre en gage un moulin ou une meule supérieure car il prendrait la vie en gage. Un meunier a besoin de la meule supérieure pour sa simple survie. Aujourd'hui, l'Afrique a besoin de ses ressources pour sa simple survie. Les créanciers de l'Afrique prennent en gage la vie des*

*Africains. En Autriche, l'esclavage a été aboli en 1783. Aujourd'hui, nous en appelons aux Autrichiens pour mener le combat contre l'esclavage moderne. Il faudra mener cette lutte à Londres, à Washington et à Francfort. Mais aussi à Vienne. Au centre de ce combat, il y aura l'Afrique».*

Kaunda conclut en ces termes: *« Les gens simples sont fâchés d'apprendre qu'entre 1990 et 1993 57% des emprunts bilatéraux et des subventions non remboursables accordés à l'Afrique sont passés à côté du continent tout entier et sont revenus dans les coffres forts des riches créanciers. Les gens simples sont étonnés d'entendre que l'Afrique est assez riche pour donner de l'argent au FMI. Selon un rapport du British Debt Crisis Network, les pays africains ont payé en 1993 environ 350 millions de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu du FMI. Le poids de la dette total des pays africains subsahariens s'éleva à plus de 220 milliards de dollars. Cela représente plus de trois quarts du revenu annuel de cette région et 2,5 fois celui des bénéficiaires à l'exportation. Cela signifie que l'Afrique travaille pour ses créanciers et non pour soi-même » (K. Kaunda, 12.02.1996).*



Le pouvoir économique-politique du monde se concentre dans les mains des 500 plus grands groupes d'entreprises et des plus grandes banques. Cette concentration est d'autant plus impressionnante que sur 200 des plus grandes sociétés multinationales 176 ont leur siège social dans seulement 6 pays et réalisent 90% de tous les chiffres d'affaire (dans l'ordre : 62 entreprises au Japon = 40 % du chiffre d'affaire total ; 53 entreprises aux USA = 25,4 % ; 23 en Allemagne = 10% ; 19 en France = 7,3% ; 11 en Grande Bretagne = 3,5% et 8 en Suisse = 3,1 %). Ils décident du sort de la planète de manière bien plus importante que tous les gouvernements respectifs.

Un groupuscule de quelques banquiers peu scrupuleux exerce un pouvoir encore plus grand en soutirant des sommes d'argent des pays riches et pauvres et en contrôlant les flux de capitaux de telle sorte qu'ils manquent aux États qui en auraient bien besoin pour remplir leur fonction. 98,4% des capitaux dans le monde sont utilisés à des fins spéculatives (Source: Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, cité par Duchrow). Le président français, M. Chirac, appelait ces marchands d'argent le « SIDA de l'économie mondiale ».

Cette évolution a pour conséquence que la politique des États a depuis longtemps perdu sa liberté d'action et son indépendance. Elle est largement contrôlée, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, par les groupes multinationaux, les grandes banques, les instituts de crédit et les financiers.

## Les « 200 plus grands » du monde (chiffres de 1995)

Pays	Nombre d'entreprises	Chiffres d'affaire (en Mrd dollars)	Profits (en Mrd dollars)	part des 200 en %	
				dans les chiffres d'aff. Mondiaux	dans les bénéfices Mondiaux
<b>Japon</b>	<b>62</b>	<b>3.196</b>	<b>46,0</b>	<b>40,7</b>	<b>18,3</b>
<b>USA</b>	<b>53</b>	<b>1.998</b>	<b>98,0</b>	<b>25,4</b>	<b>39,2</b>
<b>Allemagne</b>	<b>23</b>	<b>786</b>	<b>24,5</b>	<b>10,0</b>	<b>9,8</b>
<b>France</b>	<b>19</b>	<b>572</b>	<b>16,0</b>	<b>7,3</b>	<b>6,3</b>
<b>Grande Bretagne</b>	<b>11</b>	<b>275</b>	<b>20,0</b>	<b>3,5</b>	<b>8,0</b>
<b>Suisse</b>	<b>8</b>	<b>244</b>	<b>9,7</b>	<b>3,1</b>	<b>3,9</b>
<b>Corée du Sud</b>	<b>6</b>	<b>183</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,4</b>
<b>Italie</b>	<b>5</b>	<b>171</b>	<b>6,0</b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>
<b>GB / Pays-Bas</b>	<b>2</b>	<b>159</b>	<b>9,0</b>	<b>2,0</b>	<b>3,7</b>
<b>Pays-Bas</b>	<b>4</b>	<b>118</b>	<b>5,0</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>
<b>Venezuela</b>	<b>1</b>	<b>26</b>	<b>3,0</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>
<b>Suède</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
<b>Belgique/Pays-Bas</b>	<b>1</b>	<b>22</b>	<b>0,8</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
<b>Mexique</b>	<b>1</b>	<b>22</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>
<b>Chine</b>	<b>1</b>	<b>19</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>
<b>Brésil</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>4,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,7</b>
<b>Canada</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>7.850</b>	<b>251,0</b>	<b>100,0 %*</b>	<b>100,0 %</b>
<b>BIP mondial</b>		<b>25.223</b>		<b>31,2 %</b>	

\* Les chiffres ayant été arrondis, la somme totale ne fera pas exactement 100%.



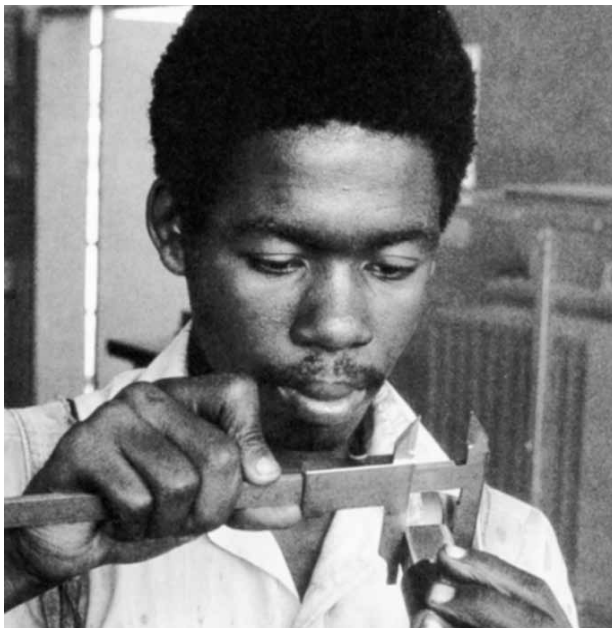
Mais ceux-ci ne sont pas intéressés de mettre à disposition de l'argent pour des secteurs qui ne rapportent rien : la santé, l'éducation, les programmes d'aide à la création d'emplois ... On sacrifie tout à l'argent et l'autosatisfaction : la dimension humaine ne

compte plus, sa productivité est largement exclue du processus de production ; la nature ne compte pas, les bases naturelles de la vie (nature, matières premières) sont systématiquement détruites.

## La révolution scientifique et technologique et son impact sur le monde du travail

1.2.

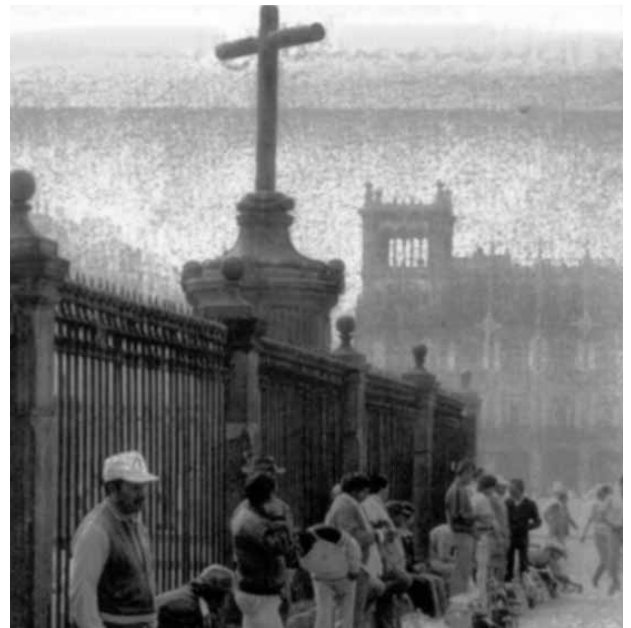
Comme le capitalisme dispose de suffisamment d'argent, il peut se permettre d'utiliser de la technique et de la science. On introduit l'informatique dans tous les domaines, presque tout est automatisé, on peut envoyer des messages par fax ou e-mail ou autres techniques à une vitesse folle, à la fission de l'atome succède la fusion nucléaire<sup>2</sup>, on peut faire des tissus synthétiques, la technique intervient dans les processus



de la vie, voire dans le matériel génétique, la technologie du laser et celle de l'aérospatial ouvrent de nouvelles possibilités ... Il en va de même dans les secteurs des services et du temps libre où les nouvelles technologies ont provoqué de grandes mutations. On parle à raison d'une révolution technico-scientifique (cf. cours 24).

Il en résulte une réorganisation complète des conditions de travail et de production. La direction d'une entreprise moderne ne poursuit qu'un seul objectif : comment fabriquer plus et de meilleurs produits avec le moins de charges possibles (rationalisation). Autrement dit, comme les machines sont moins chères que la main d'œuvre, autant

supprimer la main d'œuvre. Ce n'est que de cette manière, dit-on, que l'on peut assurer la compétitivité et la survie des entreprises. Seuls les spécialistes surdiplômés ont une chance réelle de trouver un emploi sur le marché du travail et perçoivent aussi de hauts salaires. Ils peuvent prendre leurs propres initiatives dans leur travail et jouissent d'un fort pouvoir d'achat. En revanche, les ouvriers qui ne sont pas des spécialistes avérés deviennent de plus en plus superflus et subissent



le chômage de longue durée. Jeremy Rifkin, l'auteur d'un ouvrage avec le titre « La fin du travail » pense que nous nous dirigeons vers un avenir où 80% des personnes seront chômeurs. Ce pronostic ne vaut bien sûr que pour les pays industrialisés dans lesquels régnait le plein emploi pendant des années. De ce fait, on assisterait à la mondialisation d'une situation qui était jusque là propre aux pays du Tiers Monde.

<sup>2</sup> la réaction nucléaire qui conduit à la formation de noyaux atomiques plus lourds par des noyaux plus légers tout en dégageant de l'énergie.



D'une autre côté, la main d'œuvre des pays industrialisés est déplacée dans les pays pauvres. Les pays pauvres deviennent ainsi des « pays à bas salaire » : les vêtements, les voitures et autres machines, la comptabilité et le travail de secrétariat y sont fabriqués ou réalisés pour des firmes riches des pays industrialisés. Il en résulte une nouvelle forme de colonialisme.

L'exclusion de pays et régions entiers est un autre aspect : ceux-ci n'ont ni l'argent ni la technique pour commercialiser des produits de même qualité. En raison de leur moindre qualité, les produits du Tiers Monde ne sont pas concurrentiels, c'est pourquoi il n'y a pas de profit possible, et la dépendance des pays riches s'accroît. Le cercle vicieux continue: ils ne peuvent se permettre aucune nouvelle technologie, et parce qu'il leur manque des vraies opportunités de faire du bénéfice, ils ne peuvent recevoir d'argent étranger et donc ils ne peuvent produire ni plus, ni mieux. Les habitants de ces pays sont socialement, politiquement et économiquement exclus du système.

La technique et les machines actuelles exigent en plus des connaissances très spécifiques. C'est la raison pour laquelle on considère l'information, la formation et la science comme des « moyens de production »: ils ont d'ailleurs acquis une plus grande importance que la propriété foncière, les usines et les machines. Celui qui maîtrise la technique, celui qui a le savoir faire, celui-là a le pouvoir. Comme les pays sous-développés n'ont pas l'accès à l'information ou aux « technologies de pointe », ils sont maintenus par le système capitaliste dans un état de régression sur le plan technologique et scientifique.

D'un autre côté, on assiste, en Asie surtout, à l'émergence d'une série d'États qui ont su résister à la concurrence venant des pays industrialisés conventionnels. Dans ces pays, l'évolution des technologies et le cumul des capitaux ont créé en un laps de temps très court des situations nouvelles que l'on pourrait comparer à un passage brutal de l'âge de pierre au XXIème siècle: Singapour, Malaisie, Corée, Indonésie... Ce qui caractérise toutefois ces États, les soi-disant « tigres asiatiques », c'est la relation entre la dictature et le capitalisme. Tous les jours, ils prouvent que l'idéologie de l'économie libérale ne peut pas marcher. Car, dans ce système, on régule, on contrôle, on manipule, on intervient - bien entendu dans le sens du capital et aux dépens des hommes. « La dignité de l'homme » n'existe pas dans les dictionnaires du capitalisme d'État, quelle qu'en soit la forme. Il en résulte une énorme paupérisation, y compris spirituelle, de larges parties de la population.



## La pensée capitaliste : le néolibéralisme

1.3.

On nomme fréquemment la pensée à la base du capitalisme mondial entre autres le « néolibéralisme ». Voici quelques éléments de cette pensée :

- **L'intangibilité du marché** : le marché se régule de lui-même. Le libre jeu des forces qui influent sur le marché le conduit à un équilibre. Lorsque cet équilibre n'est pas encore réalisé, lorsque la « société parfaite » ne fonctionne pas encore, c'est la faute des gouvernements et des organisations citoyennes qui interfèrent dans les « lois » du marché et qui s'opposent au progrès. Le fil conducteur est le suivant : « Le marché est parfait, seul l'homme est imparfait. Le marché promet le salut et il est sacré ».

- **La « dérégulation »** : elle se traduit par une suppression complète des interventions de l'État dans l'économie : plus de consignes, plus de lois, plus de réglementations ! Elle présuppose qu'une main invisible (A. Smith) résoudra tous les problèmes. Il faut écarter tout ce qui empêche le bon fonctionnement de l'économie de marché capitaliste. L'exclusion de la main d'œuvre du processus de travail et la destruction de l'environnement ne sont pas le résultat de l'économie de marché elle-même, mais des règles qui ont été établies.

- **L'inégalité naturelle des hommes** : La plus grande des inégalités dans la société vient, à ce que l'on dit, de la nature même de l'homme. Chacun reçoit ce qu'il mérite. L'endroit où l'on habite, dans quelles conditions économiques, sociales et historiques (structurelles), tout cela ne joue aucun rôle. Il n'existe ni de « justice sociale », ni « d'injustice », mais juste un comportement de chaque individu qui est bon ou mauvais. Seule la nature humaine est responsable de tous les problèmes sociaux, de la richesse des uns et de la pauvreté des autres. On ne tient pas compte de la situation et l'histoire qui aboutit à ce résultat. On suppose à tort que tous les hommes ont les mêmes chances et qu'ils devraient simplement les exploiter. Le système en tant que tel est toujours bon, le problème ce sont les hommes. On ne peut aider ceux qui vivent dans la misère

par « l'entraide sociale », ils doivent s'en sortir par eux-mêmes. Cette manière de pensée justifie une conception qui abandonne les pauvres et les exclus à leur sort.

- **« Le néodarwinisme »** : De nombreux théoriciens du néolibéralisme sont également des adeptes du « néodarwinisme ». En d'autres termes, on calque le principe de la « sélection naturelle » sur la future évolution de l'humanité. On y affirme que, dans la nature, le plus fort l'emporte toujours sur le plus faible, et il en est de même chez les hommes. Celui qui s'intéresse vraiment au progrès de l'humanité, ne doit pas tenir compte des pauvres et des faibles, de tous ceux qui, au niveau économique, restent sur le bord du chemin.

Il n'y a pas de fumée sans feu. Les pauvres sont les déchets inévitables sur le chemin qui mène à la société parfaite. Celui qui ne peut survivre sur le marché, est traité de personne oisive et de parasite. Ceux qui en revanche tiennent le coup, sont les bosseurs et les consciencieux.





Les conséquences du capitalisme sont clairement identifiables. Nous en avons déjà évoqué quelques-unes, nous rajoutons les suivantes :

- L'argent se concentre essentiellement dans les pays riches ; l'abîme entre les pays pauvres et les pays riches se creuse de plus en plus. Les mêmes mécanismes se produisent ensuite au sein même des pays riches (cf. 1.1.).

- On constate une accélération de la destruction des moyens de subsistance naturels et de l'environnement.

- La violence dans les villes, particulièrement envers les étrangers, s'accroît ; on assiste à la création de groupes radicaux qui luttent contre les conditions de vie ; partout on observe la fondation de partis nationalistes ; la xénophobie et la mentalité de bouc émissaire nous écartent de toute pensée rationnelle ; les régions pauvres veulent se dissocier des plus riches pour tenter leur propre voie, et les riches des pauvres car ils ne veulent pas partager. Les riches doivent protéger des pauvres qui se réfugient sur « les îles de la prospérité » : on parle ainsi de « réfugiés économiques », à ne pas confondre avec les réfugiés « politiques », car les premiers peuvent être expulsés sans aucune procédure particulière. Les couches les plus riches de la population se retranchent dans leurs « forteresses » bien barricadées, ils doivent s'entourer de murailles pour défendre leur richesse. Tandis que le mur de Berlin enfermait les gens, ce mur-là exclut les gens.

- Les hommes s'appauvrissent également sur le plan spirituel. Ils sont poussés dans une solitude toujours plus grande, les sensations de vide et la consommation de drogue font des ravages.

- En soi l'économie de marché, selon le néolibéralisme, favorise et garantit la démocratie. Mais les événements et les expériences observés jusqu'à ce jour prouvent le contraire. Des gouvernements, des partis, des parlements, des syndicats sont entre autres dépassés par la dynamique de l'économie néolibérale. Le contrôle du gouvernement par le peuple diminue sans cesse, ce qui débouche sur des crises à répétition : taux de chômage plus élevés, injustice sociale et violence. Du coup, on parle déjà d'une nouvelle « barbarie » de l'Europe. De telles tendances pourraient causer des catastrophes dans le Tiers Monde : révoltes populaires, violence aveugle, gouvernements instables et faibles et des guerres civiles sans fin. On peut partiellement constater quelques-unes : par exemple, la criminalité urbaine incontrôlable (Washington est considéré déjà depuis 1992 comme la ville la plus criminelle du monde), les conflits atroces étalés sur des années dans l'ex-Yougoslavie, les massacres de millions de gens perpétrés en Afghanistan, au Sri Lanka, en Tchétchénie, au Rwanda, au Burundi et dans la République Démocratique du Congo, les guerres civiles en Ouganda, en Angola, au Sierra Leone, au Soudan, au Congo Brazzaville ...



Il y a des pays que l'on considère toujours comme stables sur le plan politique et économique : le Mexique, le Chili, l'Argentine, le Brésil, l'Indonésie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Dans ces cas précis, le capitalisme présuppose l'introduction d'un système de gouvernement stable et démocratique. Quand dans un pays le moindre signe de troubles politiques ou de pertes de bénéfices se fait sentir, il s'en suit immédiatement après une hémorragie financière. On lui retire l'argent nécessaire à son fonctionnement.

Cela engendre entre autre un affaiblissement de la politique sociale d'un pays. Les plus touchés sont comme le plus souvent les gens qui sont en bas de l'échelle sociale ; comme le système peut se passer d'eux, ils sont exclus de la prévoyance sociale. Ils attendent vainement des réformes sociales et perdent insensiblement le goût de la vie politique. Le lien de dépendance vis-à-vis des flux de capitaux conduit aussi à un affaiblissement des mouvements de travailleurs et des partis politiques. De même que l'Etat perd en influence sur la vie économique, de même la confiance

des citoyens dans leurs partis, leur parlement et leur gouvernement diminue insensiblement. Ils s'écartent de la chose politique. Plus personne ne croit au fait qu'on puisse faire bouger les choses en utilisant des moyens politiques. Les gens se réfugient de plus en plus dans la sphère privée et ne luttent plus que pour leurs propres intérêts personnels. On tente d'organiser sa vie du mieux qu'on peut ici et maintenant, sans se soucier du sort des autres. On oublie le passé et ne pense pas au lendemain.

Le danger pour les nouvelles démocraties en Amérique Latine, en Europe de l'Est et en Asie n'est pas tant le retour à des formes de gouvernements autoritaristes, mais bien plus la résignation, l'indifférence et la distance. Les gens se transforment en purs consommateurs et utilisateurs de prestations publiques. Dans d'autres pays, particulièrement en Afrique, il existe le danger d'un effritement des systèmes politiques qui menacent de tomber dans le chaos. C'est la loi du plus fort qui prédomine.

## Nouvelles formes d'organisation politique et économique

1.5.

Partout dans le monde, on constate la tendance à rechercher de nouvelles formes de pouvoir. Les fusions politiques et économiques cherchent d'une part à imposer des intérêts spécifiques, d'autre part à reconquérir le contrôle politique sur les marchés.



- De nouveaux blocs économiques doivent protéger les marchés régionaux. Cela dit, il va sans dire que cette volonté de créer des blocs économiques provient des grands groupes d'entreprises. Ils entendent s'assurer ainsi un marché stable et favorable pour

leurs propres produits. Des pays qui n'offrent ou ne peuvent acheter que peu de produits ont à peine une chance de pouvoir s'affirmer dans ce nouvel ordre mondial.

### Les zones de libre-échange les plus importantes :

- **G7 + 1** : les nations industrielles les plus riches  
*États membres* : Allemagne, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, USA plus la Russie.1v
- **ALENA** : Accord de libre-échange nord-américain.  
*États membres* : Canada, Mexique, USA.
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économiques.  
*États membres* : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, USA.
- **GRUPO DEL PACIFICO** : Groupe des Pays Latino-américains sur la Côte Pacifique  
*États membres* : Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela.
- **MERCOSUR** : Mercado Común de los Países del Cono Sur / Marché Commun des Pays du Sud de l'Amérique Latine.  
*États membres* : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay.

#### • Institutions politiques supranationales

Les problèmes de la vie moderne sont devenus dans tous les domaines si compliqués qu'ils ne peuvent plus être résolus par les pays individuellement. C'est pourquoi les pays de tous les continents se soumettent au processus d'unification progressif afin de se protéger et de s'affirmer face aux autres centres de pouvoir.

### Les institutions politiques supranationales les plus importantes :

- **UE** : l'Union européenne  
*États membres* : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte,

Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Suède. (Etat de 2009)

- **CSCE** : Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe  
*États membres* : Tous les États européens plus le Canada et les USA
- **OEA** : Organisation des États américains  
*États membres* : Tous les États indépendants du continent américain à l'exception de Cuba, Belize et des Guyanes.
- **OUA** : Organisation de l'Unité africaine  
*États membres* : tous les États indépendants du continent africain
- **AIPO** : Organisation Interparlementaire de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)  
*États membres* : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam.

• En revanche, l'**ONU**, l'**Organisation des Nations Unies**, n'appartient à aucun regroupement d'intérêts à caractère politico-économique.



Elle existe depuis 1945. Ses buts majeurs sont : les relations amicales entre les nations sur la base de l'égalité des droits, du droit à l'autodétermination des peuples et de la collaboration pour résoudre les problèmes internationaux. De ce fait, l'ONU est le lieu où la mondialisation de l'économie pourrait recouvrir une certaine humanité. Les sous-organisations les plus importantes sont entre autres : le CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), le HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés), l'UNICEF, l'OAA (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture), l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture).



Apparemment, nous ne nous trouvons pas face à une crise d'adaptation provisoire. Cela va beaucoup plus loin : les fondements de la civilisation occidentale sont en train de vaciller. Et dans la mesure où le capitalisme s'impose à l'échelle internationale, cette crise touche tous les hommes et toutes les cultures de notre planète. Sous le concept de la civilisation, on comprend la somme de toutes les conditions de vie qui ont été créés par la science et la technique, ainsi

que les formes de relations sociales correspondantes. Finalement, il s'agit d'interrogations qui touchent notre vision du monde. « *Doit-on percevoir l'homme uniquement comme un être économique ? Est-il au juste possible de l'intégrer dans le calcul froid basé sur la rentabilité et les frais, devenu le seul point de repère dans le capitalisme ? Le capitalisme était un système qui vide les hommes jusqu'à la moelle, donc le peu d'humanité qu'il leur restait* » (V. Forrester).



## Critique du capitalisme

### 2.

La description du capitalisme ne pouvait qu'être largement négative. Cela ne signifie pas que nous nous opposons à une économie interconnectée à l'échelle mondiale. Bien au contraire : un marché auquel participe l'ensemble de la planète est même un postulat qui se dégage directement de la foi chrétienne et de la spiritualité franciscaine. Une économie mondiale,

telles que celles-ci, doit se faire élire la justice, la solidarité internationale et la sauvegarde de la création. Il faut faire naître une économie aux connexions internationales dont le cœur ne serait pas l'accumulation des capitaux, mais l'encouragement de la vie. Vu sous cet angle, nous allons résumer ci-dessous les principaux points critiques.

## Critique interne au capitalisme

### 2.1.

Il existe au sein du système capitaliste lui-même ce qu'on peut appeler de l'autocritique. En voici deux exemples :

#### • *Le capitalisme en tant qu'idéologie*

Dans un journal économique Suisse, au début des années 1997, on a pu lire un article intitulé « Le caractère totalitaire de l'économie de marché ». George Soros, un américain d'origine hongroise, un des leaders mondiaux dans le commerce de l'argent, s'y exprime en détail. Lorsqu'il se rendit compte qu'il ait gagné plus d'argent qu'il ne pouvait en dépenser, il décida de créer une fondation pour une société ouverte. Tous les ans, elle dégage 350 000 000 de dollars rien que pour la démocratisation de l'Europe de l'Est. Selon Soros, l'économie de marché est un système de croyances basée sur une idéologie

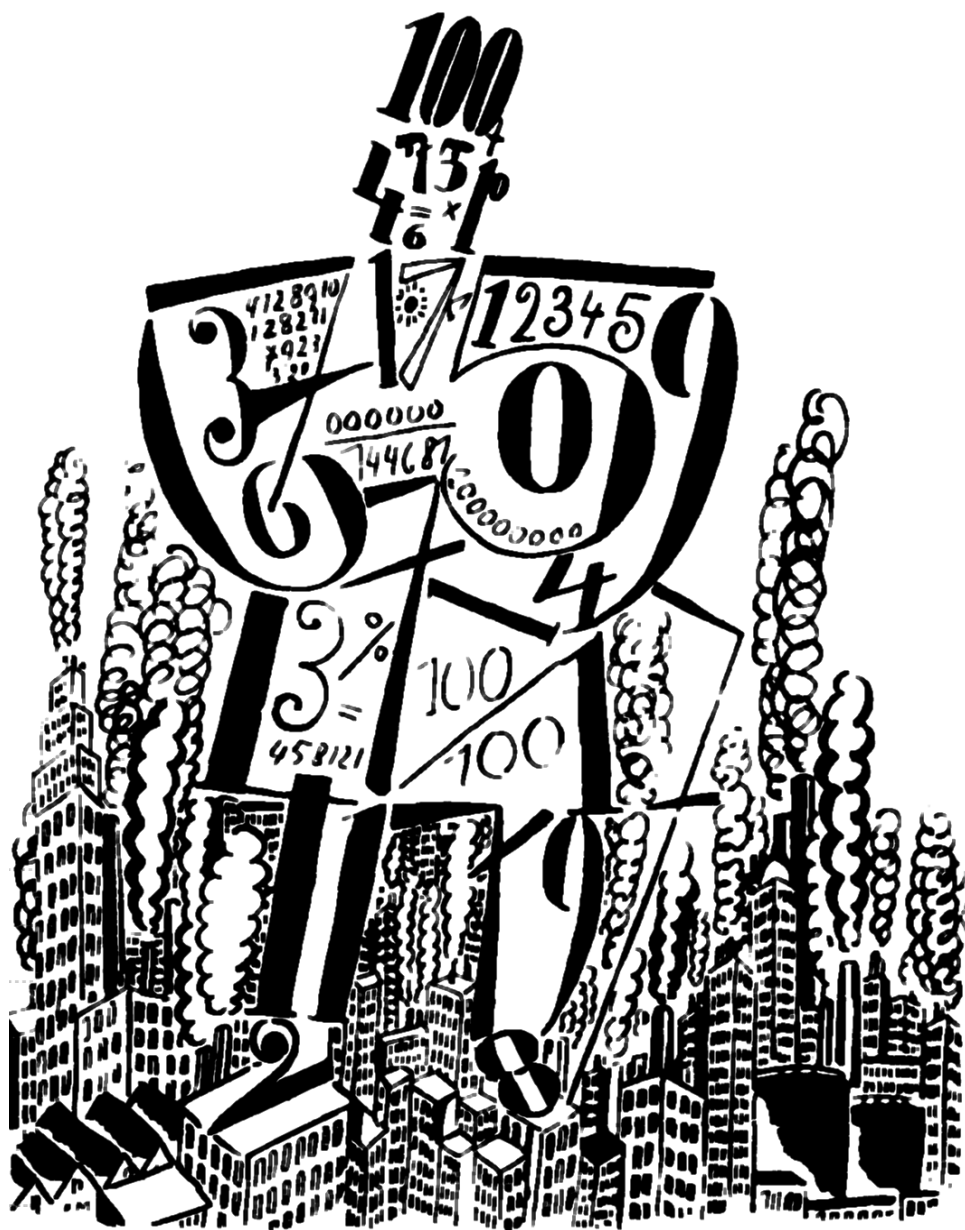
totalitaire comparable au communisme, au fascisme et aux systèmes apparentés. Un système totalitaire est selon lui caractérisée par deux choses : celle de croire qu'on est détenteur de la vérité et celle de croire qu'on est capable de différencier le bien du mal. On impose aux autres une opinion dont on n'a pas la preuve. « *Si tant est que l'on puisse parler dans notre société d'une opinion dominante, alors ce serait la croyance en une force magique du marché. La doctrine du 'Capitalisme laisser-faire'<sup>3</sup> prétend servir l'intérêt général au mieux, en servant l'intérêt individuel sans aucune limite. J'ai acquis une fortune sur les marchés financiers du monde.*

*Etpourtantjeredouteentretempsquel'intensification illimitée du « capitalisme du laisser-faire » et la propagation des valeurs du*

3. « *Le capitalisme du laisser faire* » = « *le marché dérégulé* ».

capitalisme, quels que soient les domaines de la vie concernées, mettent en péril l'avenir de notre société ouverte et démocratique. Le plus grand ennemi de la société ouverte n'est plus la menace communiste, mais la menace capitaliste. Affirmer que les marchés libres auraient pour conséquence une affectation optimale

à priori condamné à l'échec la répartition des revenus et de la prospérité. J'admets volontiers que les tentatives de redistribution influent sur la compétitivité du marché ; cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faille entreprendre aucune de ces tentatives. (...) La prospérité s'accumule dans les mains de ses



des ressources n'est pas défendable. La théorie prétendument scientifique sur laquelle elle repose, est en réalité un ordre établi dont les conclusions sont déjà prédéfinies au sein même du système. On constate donc ici une similitude inquiétante avec le marxisme qui revendique également pour ses dogmes un statut scientifique. Dans la mesure où l'idéologie du laisser-faire considère de prime abord comme acquis les principes de l'offre et de la demande et dans la mesure où elle stigmatise les interventions des gouvernements comme le plus grand des maux, elle a

propriétaires; si l'on ne prévoit aucun mécanisme pour la redistribution cela peut aboutir à des injustices insupportables. »

Le rédacteur en chef du journal économique reprend les pensées de G. Soros dans un article fondamental intitulé « Au nom du marché. Amen ». Il écrit : « Pourquoi justement un journal économique comme « Cash » se pose la question de savoir si la croyance dans le marché est une idéologie, et qui plus est une idéologie totalitaire ? Justement parce qu'elle l'est. Parce que nous aussi, nous ne sommes pas



immunisé contre le totalitarisme du marché. Soyons honnête : si George Soros n'était seulement qu'un homme intelligent, un homme qui aurait lu nombreux livres savants, ni nous, ni 'Die Zeit', ni le 'Herald Tribune' n'aurions consacré la moindre note de bas de page à cet homme. Mais Soros est aussi un milliardaire connu ... que nous le prenons au sérieux seulement pour ce fait-là, montre que dans le cas présent la sphère de l'argent l'emporte sur celle de l'esprit. Cette position abusive d'un principe d'organisation et de répartition sur un autre, qui lui est intrinsèquement étranger, est exactement ce que le politologue Michael Walzer désigne dans son livre 'Sphären der Gerechtigkeit' comme de la tyrannie – ou dans sa forme extrême – du totalitarisme. Aussi longtemps que l'argent ne domine que l'économie, il n'y a rien à redire.

*Mais si l'économie domine pour sa part toute la vie, si la politique, l'état social et la science se subordonnent aux lois du marché et si des pays entiers, réduits au rang de lieu d'implantation économique, doivent soudainement lutter pour leur survie, dans ce cas on n'est plus très loin du totalitarisme. »*



#### • **La liberté et le néo-libéralisme**

Dans un discours émouvant, Marion comtesse Dönhoff parle devant le parti libéral FDP à propos de « la liberté débridée » : « C'est un grand honneur pour moi de venir recevoir aujourd'hui la médaille Reinhold Maier, la distinction pour la pensée libérale. Reinhold Maier, le premier ministre-président de Bade-Wurtemberg, a déclaré en 1952 : ' Nous voulons la liberté, toute la liberté, et nous la voulons partout. Nous voulons la liberté économique, la culturelle, la liberté au fond de nous-mêmes, nous voulons la liberté vers l'extérieur. Il n'existe pas de libertés ponctuelles, ni de libertés divisées ou sous- divisées, il n'existe seulement qu'une liberté entière et totale.' Lorsqu'on s'imprègne de ses phrases, de cette explosion d'idéalisme, on ressent alors à quel point les temps ont changé ... Aujourd'hui, après plus de 40 ans, nous nous montrons plus sceptiques. La liberté culturelle, l'exploitons-nous vraiment ?... La liberté économique ? Nous l'avons. Nous avons la liberté du marché, et nous avons d'innombrables preuves qui montrent que nous avons en l'économie de marché le système économique le plus efficace que l'on puisse imaginer. Mais ce

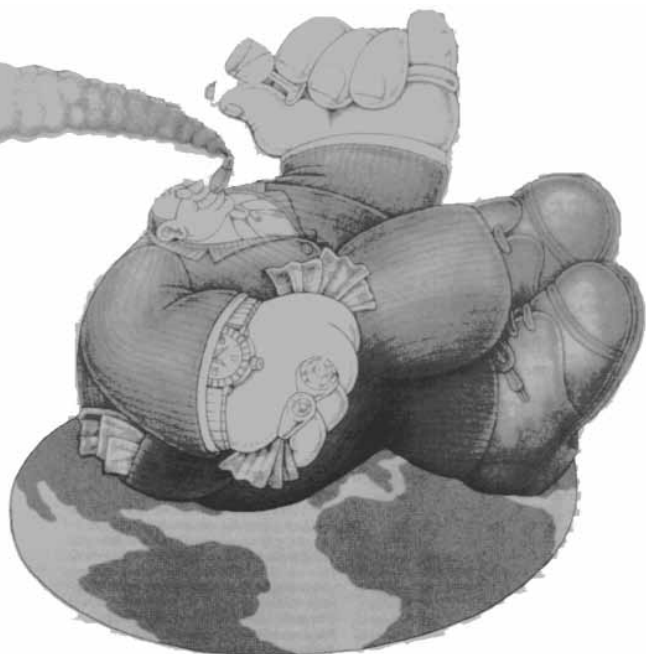
système a des effets secondaires que l'on ne s'était pas imaginé auparavant.

*La raison : la loi sur laquelle repose l'économie de marché s'appelle la concurrence ; mais l'essence même de la concurrence est la dynamique : plus vite, plus haut, plus loin. Le moteur qui fait marcher tout cela est l'intérêt personnel. Je dois être plus performant, gagner plus que mes concurrents. Et tant qu'à faire l'État doit, si possible, prendre en charge la responsabilité de tout cela, de la communauté.*

*Aujourd'hui tout semble apparemment dépendre de l'économie ; le spirituel, l'humain, l'artistique, tous sont mis à l'index. Toute notre énergie est concentrée sur le domaine économique. On assiste à une totale « dépassionalisation » de notre vie. Nous vivons dans une société technocratique, dans laquelle l'efficacité grâce à la rationalisation est la chose la plus importante...*

*Une envie irrésistible d'enrichissement général cause un climat qui se répand de plus en plus sans qu'il n'y ait nulle part une limite à cela. Il n'y a plus de normes éthiques, ni de barrières morales ; la devise est la liberté totale. Une liberté débridée conduit néanmoins à la brutalité et à la criminalité. Le professeur en psychologie de l'université de Hambourg, Stefan*

Schmidtchen, déclara dans le journal hebdomadaire 'WELT' la semaine dernière: ' Le seuil de violence des adolescents n'a jamais été aussi bas qu'à l'heure actuelle.' L'énorme problème réside dans le fait qu'on ne transmet plus avec succès les valeurs fondamentales telles que la pitié, la serviabilité ou le respect vis-à-vis des personnes âgées.



Une liberté qui ne serait pas soumise à une certaine auto-restriction conduit au final à des situations qui laissent s'exprimer ouvertement le désir de 'l'homme fort', ce qui aboutit à son antithèse le régime autoritaire. Certes la situation est encore meilleure chez nous que dans de nombreux autres pays, mais la corruption a aussi atteint des dimensions jusqu'alors inconnues. Le procureur général de Francfort déclara récemment que, dans son secteur depuis 1987, des enquêtes ont été diligentées contre 1500 hommes publics et entrepreneurs pour corruption et affaires de blanchiment d'argent. Et on put lire il y a quelques semaines dans les journaux que pour des délits similaires, des enquêtes sont en cours en Allemagne contre 2700 médecins. On a largement perdu le sens de ce qui doit être fait et celui de ce que l'on ne doit pas faire.

Pourtant chaque société a besoin de liens : sans règles du jeu, sans traditions, sans un certain consensus sur les normes comportementales, aucune communauté ne peut exister, aucune stabilité n'est possible. Le système de marché économique débridé qui ne repose

sur aucune base éthique ne se contente pas de détruire la solidarité, mais à la longue aussi la société.

Si l'on ne parvient pas à s'entendre sur un consensus éthique minimal, ce système ne pourra finir que dans un « bats-toi ou sois battu ». Je ne serais pas surpris de voir le capitalisme s'effondrer dans 10 années comme ce fut le cas récemment pour le socialisme.

Une éthique de la responsabilité est aujourd'hui encore plus indispensable qu'auparavant. Le philosophe Hans Jonas pense qu'autrefois les 10 Commandements ont peut-être suffi à aider les gens à s'orienter, mais à l'heure du globalisme, vu le potentiel de destruction duquel dispose maintenant l'homme, vu le progrès technique permettant de modifier les gènes, peut-être un jour de créer un nouvel homme, nous devons développer une éthique qui nous rend conscient du fait à quel point notre responsabilité est grande.' L'État de droit, la séparation des pouvoirs, le pluralisme, tous sont des conditions importantes. Mais la question de savoir si la liberté dont rêve Reinhold Maier peut être sauvegardée, dépend de la mentalité et du comportement des hommes qui vivent dans cet État de droit. C'est là, selon moi, que réside la responsabilité des libéraux. Il leur appartient surtout à eux de montrer aux citoyens de manière récurrente le lien entre liberté et responsabilité. Ils ont fait beaucoup pour l'édification d'un état de droit, pour lequel les Lumières ont jeté les premières bases. Maintenant, il leur appartient aussi de faire en sorte que la perversion de la liberté économique soit enrayée, que l'on mette des menottes éthiques aux mains invisibles du marché. Et ceci, il n'y a que les libéraux qui peuvent le faire, eux qui ont inventé le libre marché, on peut même dire qu'ils en ont l'obligation. (...)

Dans la démarche libérale, on retrouve toujours un élément de contradiction, pas seulement de résistance au pouvoir d'un gouvernement absolutiste, mais bien d'opposition à des modes de gouvernance du moment. A cela il faut aussi ajouter le fait de relativiser toutes les idéologies qui mènent soi-disant par définition à la félicité ... » (Die Zeit, 02.02.1996)







correspond pas à la réalité. Le libre jeu des forces ne peut s'effectuer que si les conditions sont remplies : des conditions sur la ligne de départ justes et communes à tous ! Si des grosses parties de la population sont exclues du jeu dès le départ par manque de productivité et de pouvoir d'achat, il est impossible de parvenir à un prétendu équilibre des forces. Le fossé entre riches et pauvres s'agrandit, et au lieu d'obtenir un équilibre, on assiste à la dictature des brutes.

• **Le rôle de l'État** : c'est pourquoi l'État doit établir des règles et des lois en faveur des gens défavorisés et exclus du jeu du marché, mais aussi de la nature exploitée. « La dérégulation » ne peut apporter de solution si les conditions de départ sont injustes.

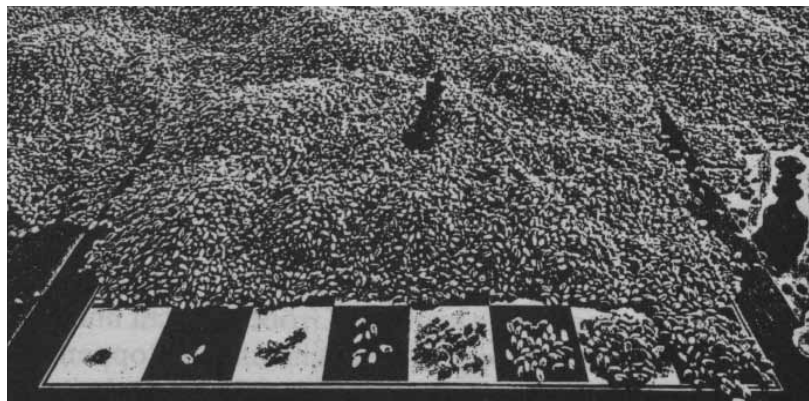
• **L'avenir** : « le développement durable » doit devenir le cœur d'une nouvelle économie. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement de rechercher des avantages à court terme, mais aussi d'œuvrer pour la survie de l'humanité à moyen et à long terme. Le « club de Rome »<sup>4</sup> a trouvé la formule : double prospérité - exploitation de la nature réduite de moitié ! Le problème de la pauvreté ne peut être résolu que si la prospérité est doublée à l'échelle internationale et l'exploitation de la nature réduite de moitié sur toute la planète. Cela veut dire en outre pour les pays riches qu'ils doivent réduire à la baisse leurs prétentions et l'exploitation de la nature d'un facteur 10. On peut démontrer par de nombreux exemples que la stratégie du « club de Rome » est réaliste et qu'elle ne réclame rien d'inaccessible.

• **Le rôle de la raison** : l'économie qui est en vogue aujourd'hui doit surmonter de nombreuses conceptions qui correspondent aux pires aspects du dogmatisme tel que nous les connaissons dans le milieu religieux. Il faut opposer à cela « l'innovation » : l'imagination, l'esprit d'inventivité, le coût du risque, l'envie de foncer ! Il faut revoir à la loupe et avec un esprit critique toutes les fameuses lois de l'économie traditionnelle!

• **Nouvelle échelle de valeur** : il faut repenser le concept du travail, voire le réinventer. On ne peut ni ne doit résoudre le chômage par le seul remède tant loué de la croissance du produit intérieur brut. Le « développement durable » l'interdit ! Il faut aller chercher le travail dans d'autres domaines que celui de

la production. Il faut aussi le répartir de manière plus équitable. Les nouvelles valeurs d'une société future ne pourront être que la simplicité, la placidité, la solidarité et une nouvelle culture du partage.

• **Le problème de la croissance** : « l'économie de marché libéral » part de l'idée fausse que l'économie peut croître de manière illimitée. Déjà sur le plan purement arithmétique, ceci n'est pourtant pas possible. Une économie avec de telles bases se détruirait elle-même. On peut se souvenir ici de l'histoire célèbre du roi qui demanda à l'inventeur du jeu d'échecs pour sa récompense d'exprimer un vœu. Celui-ci pria que l'on mette sur la première case un grain de blé, sur la seconde deux, sur la troisième quatre et ainsi de suite sur chaque case suivante le double numéro de grains que sur la case précédente. Le roi ne peut exaucer le vœu. A la fin de toutes les cases, il devrait fournir 18,5 trillions de grains, cela représenterait 740 000 000 000 de tonnes de blé ou 440 fois la récolte des céréales d'une année complète. Prenons un autre exemple : un pfennig allemand qui serait déposée au moment de la naissance de Jésus à la banque avec 5 % d'intérêt rapporterait en 1990 134



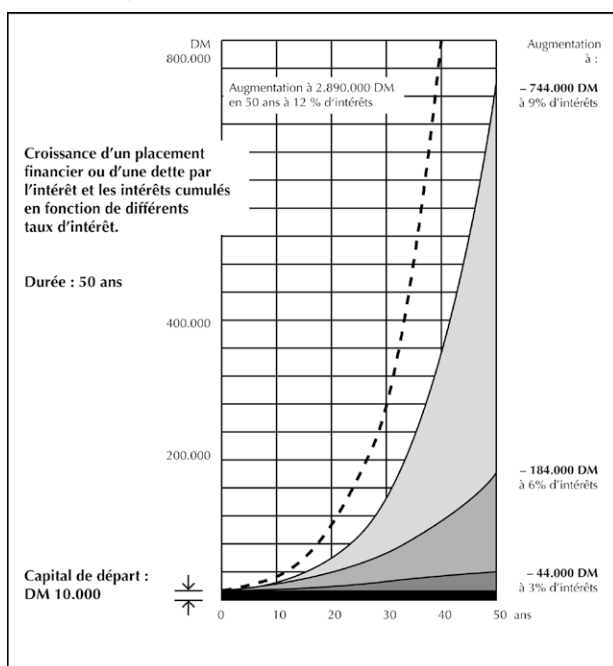
boules d'or, ayant chacune respectivement le poids total de la terre. Certes ce ne sont que des comparaisons ludiques, mais les lois mathématiques qui ressortaient derrière ces jeux, sont les mêmes qui se cachent derrière l'idéologie de la croissance et de la totalité du système des intérêts.

<sup>4</sup> Libre association de personnalités issues des sciences et du monde politique qui fut créé à Rome en 1968 et qui se réunit depuis régulièrement pour dégager des propositions de solutions permettant d'assurer l'avenir de l'humanité.



Que ceci n'est pas seulement un jeu mais bien la réalité, l'exemple suivant nous le montre bien : au début des années quatre-vingt, on pouvait encore acheter des obligations d'État américaines avec un taux d'intérêt de 12 voire 14 %. Et ceci pour une durée d'exactly 30 ans ! On les appelait les obligations zéro, désigné aussi sous le vocable d'emprunt coupon zéro. Les intérêts ne sont pas renversés sur ces titres tous les ans. En fait, ils sont inscrits au crédit en fonction de la somme déposée initialement, puis versés avec intérêts et intérêts cumulés une fois les 30 ans écoulés. Cela signifie que pour 10 000 \$ reçus par le gouvernement américain en 1982 par un bailleur de fonds celui-ci doit rembourser en 2012 avec un taux d'intérêt de 12 % environ 300 000 \$ et pour un taux de 14 % environ 500 000 \$. Donc 30 voire 50 fois plus que la somme prêtée !

Qu'un gouvernement donne son accord de manière



aussi aventureuse est révélateur de la situation dans laquelle il se trouve. Car une telle promesse ne peut vraiment être réaliste que si dans les 30 années à venir les résultats de l'économie nationale et par conséquent les entrées d'argent de l'État peuvent également être multipliées par 30 ou 50. Il n'est point nécessaire d'expliquer ici qu'une telle croissance est totalement irréaliste, qu'il y ait une problématique de l'environnement ou pas. De tels contrats de crédit ne sont donc « réalistes » que si l'on envisage parallèlement une dévalorisation inflationniste importante de l'argent. Il n'existe tout simplement aucune autre « solution » pour de tels accords. Cela signifie également que le gouvernement américain ne peut pas vouloir une stabilité du pouvoir d'achat de l'argent sur la durée.

C'est pour toutes ces raisons que le capitalisme sans limite se détruira lui-même, ce n'est que les questions de temps. Avant que cela arrive, des dégâts irréparables pour la création et des millions de morts parmi les peuples en seront la conséquence.

#### • La région comme espace économique :

il faut à nouveau renforcer les régions en tant que espaces homogènes de vie, de culture et de vie économique : « la décentralisation » est plus porteuses d'avenir et de développement durable que les organisations mammoth qui au final ramènent tout à elles, tuent l'imagination et anéantissent les emplois.

#### • Utopie :

il faut réapprendre à rêver et à développer des valeurs de référence utopique pour ne pas faire de la



situation actuelle un absolu. Nous devons nous fixer de nouveaux objectifs à tous les niveaux et dans tous les domaines. On y parviendra pas sans la force de l'utopie, ni sans aspirer à l'utopie.

#### • Le problème de l'argent :

L'ancien chef de la banque centrale Suisse, F. Leutwiler, pense « qu'il n'y a pas d'autre manière que l'inflation pour engendrer en si peu de temps si peu de riches et autant de pauvres » (Creutz 127). Selon le célèbre économiste Suisse Hans Christoph Binswanger, on ne pourra créer une économie mondiale viable et respectueuse de l'homme que si l'on repense de fond en comble le sujet de l'argent associé aux intérêts et aux intérêts des intérêts, à l'inflation, à la spéculation et à

tout ce qui s’y rapporte. Il écrit en ces termes : « 99 % de l’humanité ne perçoivent pas le problème de l’argent. La science ne le voit pas, l’économie ne le voit pas, en prêtant même ‘qu’il n’existe pas’. Tant que nous ne

reconnâtrons pas l’économie de l’argent comme un problème, une nouvelle phase écologique ne sera vraiment pas possible. »

## Critique socio-éthique de l’Église 2.3.

Très tôt déjà, la doctrine sociale de l’Église a exprimé des critiques importantes sur le capitalisme. On devrait même ajouter que la prophétie socio-éthique de l’Église a rarement un profil aussi cinglant. Son côté tragique réside dans le fait que très généralement les chrétiens en ont à peine connaissance, y compris ceux qui dans le domaine politique se réfèrent de manière explicite à l’image chrétienne de l’homme, comme par exemple les partis chrétiens.

- **Condamnation du capitalisme dès la première encyclique sociale de l’Église :**

sans que le mot « Capitalisme » soit explicitement évoqué, la réalité qui revient à cela est déjà décrite en des termes forts dans la première lettre encyclique papale sur la condition des ouvriers (Pape Léon XIII « *Rerum Novarum* », 1891) : « *Les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés. La richesse a afflué entre les mains d’un petit nombre et la multitude a été laissée dans l’indigence* » (RN 1). Au 19<sup>e</sup> siècle, les vieilles coopératives des classes ouvrières ont été détruites en Europe, aucune autre institution n’est venue les remplacer. La vie publique et étatique se distancie de plus en plus de l’image du monde des chrétiens, les travailleurs ont été toujours plus exposés aux manques d’empathie des riches propriétaires et à l’appât du gain non réfréné de la concurrence. « *À tout cela, il faut ajouter la concentration entre les mains de quelques-uns de l’industrie et du commerce, et ainsi un petit nombre d’hommes opulents et de ploutocrates pouvaient imposer un joug presque servile à l’infinie multitude des prolétaires* » (RN 2). Le Pape Léon voit dans une large répartition de la propriété l’un des remèdes contre ces situations intenable, et il réclame « *d’abord une répartition des biens certainement plus équitable. La violence des révolutions politiques a divisé le corps social en deux classes et a creusé entre elles un immense abîme. D’une part, la toute-puissance dans l’opulence : une faction qui, maîtresse absolue de l’industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elles toutes les sources ; faction d’ailleurs qui*

*tient en sa main de plus en plus les ressorts de l’administration publique. De l’autre, la faiblesse dans l’indigence : une multitude, l’âme ulcérée, toujours prête au désordre* » (RN 35). Concernant le sujet de la justice, le Saint-Père insiste sur le point suivant : « *Mais, parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient ... Mais, d’une manière générale, que le riche*



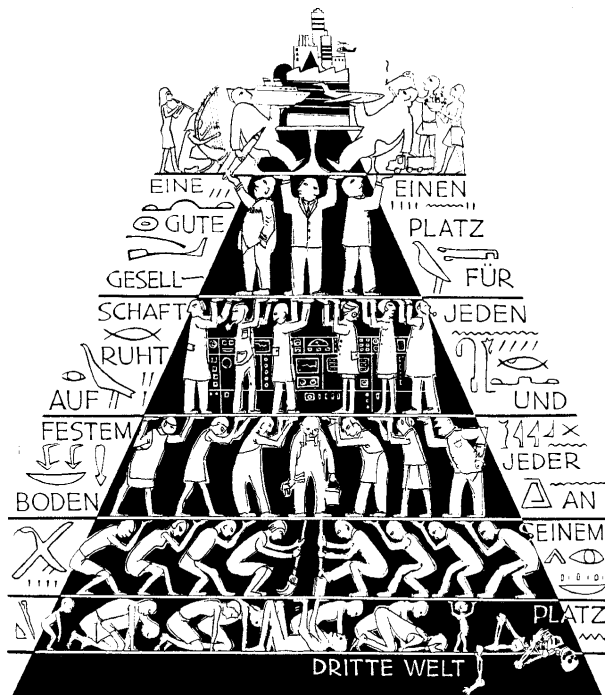
*et le patron se souviennent qu’exploiter la pauvreté et la misère et spéculer sur l’indigence sont choses que réprouvent également les lois divines et humaines.*

Ce qui serait un crime à crier vengeance au ciel serait de frustrer quelqu’un du prix de ses labeurs (RN 17). Il fait ici expressément référence à l’épître de Jacques (cf. Jac V, 4) qui à son tour reprend la prescription divine de l’ancien testament (cf. Lev 19,13 et Dt 24,14).

Ici il ne s’agit pas seulement de justice, il en va aussi de la dignité de l’homme. Il doit rappeler à la mémoire de la société que le Pape Léon XIII décrit qui n’est pas honteux de gagner sa vie par le fruit du travail ; « *ce qui est honteux et inhumain, c’est d’user des hommes comme de vils instruments de lucre et de ne les estimer qu’en proportion de la vigueur de leurs bras* » (RN 16).



Sans donc jamais nommer le concept de « capitalisme », le Pape Léon XIII le décrit en arrière-plan des situations sociales que celui-ci a engendrées, il en souligne d'ailleurs très précisément les dérives. L'expansion actuelle du système libéral-capitaliste à l'échelle internationale (mondialisation) menace de revenir à des situations que nous avons connues en Europe il y a plus de 100 ans. Cela nous montre la dangerosité de ce système.



- **L'impérialisme répréhensible de l'argent :**

l'encyclique de Pie XI « Quadragesimo Anno » (40 ans après « Rerum Novarum », 1931) critiqua avec véhémence « d'une part le nationalisme ou même l'impérialisme économique, de l'autre, non moins funeste et détestable, l'internationalisme ou impérialisme international de l'argent, pour lequel là où est l'avantage, là est la patrie » (QA 109). La constitution pastorale « Gaudium et Spes » de Vatican II constate que « quant à l'aide matérielle aux nations en voie de développement, on ne pourra la fournir sans de profondes modifications dans les coutumes actuelles du commerce mondial » (GS 85).

- **La tache invisible du marché libre:**

le Pape Paul VI critique dans sa lettre apostolique « Populorum Progressio » (1967) d'abord et avant tout « la doctrine dominante du libre commerce » qui, à l'expérience, ne profite qu'aux puissants de l'économie mondiale et défavorise les faibles. Il en déduit que les mécanismes du marché ne peuvent seule décider des relations commerciales entre les pays riches et les plus pauvres de façon à les rendre humaines et éthiquement acceptables. Le Pape rejette la concurrence illimitée parce qu'elle favorise la concentration des pouvoirs économiques et parce qu'elle est « aveugle » aux exigences de justice. Les relations d'échange inégales entre les pays industriels et les pays en voie de développement ont contribué à faire naître et à maintenir en place une forme d'apartheid généralisée qui dénie à plus de 800 millions de « pauvres absolus » le droit à une vie humainement digne.

- **Les structures de l'injustice :**

pour trouver la condamnation la plus radicale du caractère injuste du système actuel entre le nord et le sud, il faut chercher dans l'encyclique « Sollicitudo rei socialis » de Jean-Paul II en 1987. Il réitère la critique des mécanismes de l'économie de marché. Bien qu'ils dépendent de la volonté de l'homme, ils ont toutefois le caractère presque de l'automatisme. Ils renforcent la situation de richesse des uns et l'état de pauvreté des autres.

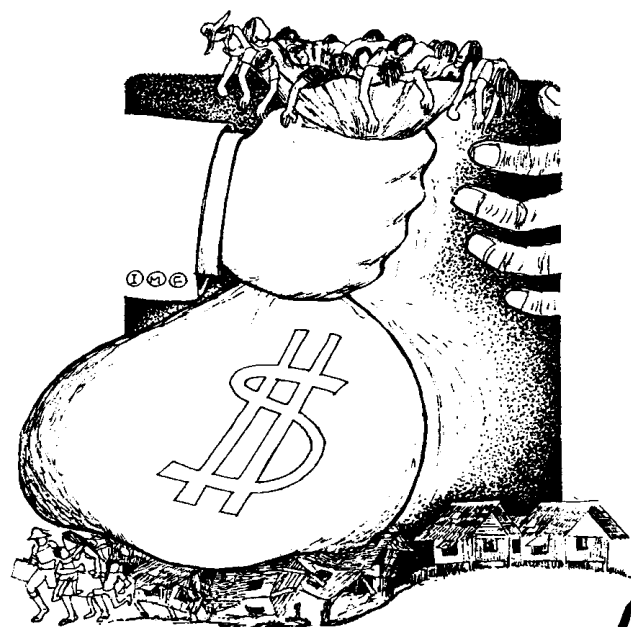
De tels mécanismes favorisent les intérêts de ceux qui en disposent. Mais au final ils écrasent ou manipulent complètement les systèmes économiques des pays moins développés (cf. SRS 16). Se référant à la théologie de la libération, le Pape évoque les « structures du péché ». Ce faisant, il met le doigt sur le fait que ces structures ne sont pas seulement les carences et les erreurs du système, mais bien des mécanismes guidés par les hommes et moralement imputables aux hommes, des mécanismes que l'on devrait soumettre à une analyse éthique et théologique. Bien sûr, il n'est pas tout à fait clair jusqu'à quel point les structures objectives du pouvoir et les intérêts de celui-ci dominent sur la capacité morale et la liberté de décision des dirigeants. En d'autres termes, est-ce que le dirigeant d'une multinationale est vraiment en mesure d'orienter ses décisions selon les principes du Sermon sur la Montagne pour prendre un exemple ? Malgré cette incertitude, le grand mérite de « Sollicitudo rei socialis » ce sera toujours d'avoir été le porte-parole des intérêts des partenaires défavorisés et plus fragiles dans le dialogue nord-sud.



Comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés

• **Surmonter la crise de l'endettement :**

c'est la commission papale « Justitia et Pax » (1987) qui s'exprime à ce sujet dans une lettre intitulée : « Au service de la communauté humaine : une approche éthique de l'endettement international ». Il s'agit d'une explication détaillée du problème dans son intégralité, certes sans proposition concrète pour résoudre le problème. Néanmoins il nomme les abus excessifs, il propose des lignes directrices pour une conduite plus éthique. Le Pape Jean Paul II s'exprime aussi sur ce sujet dans l'encyclique du Jubilé « Centesimus Annus » (un siècle après « Rerum Novarum », 1991) : « Actuellement, sur les efforts constructifs qui sont accomplis dans ce domaine pèse le problème de la dette extérieure des pays les plus pauvres, problème encore en grande partie non résolu. Le principe que les dettes doivent être payées est assurément juste ; mais il n'est pas licite de demander et d'exiger un paiement quand cela reviendrait à imposer en fait des choix politiques de nature à pousser à la faim et au désespoir des populations entières. On ne saurait prétendre au paiement des dettes contractées si c'est au prix de sacrifices insupportables. Dans ces cas, il est nécessaire - comme du reste cela est entrain d'être partiellement fait - de trouver des modalités d'allégement, de report ou même d'extinction de la dette, compatibles avec le droit fondamental des peuples à leur subsistance et à leur progrès » (CA 35).

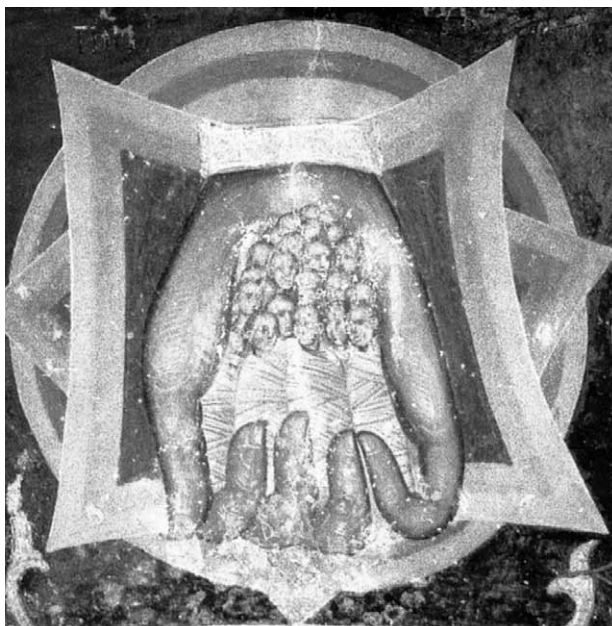


*To pay is to die*



De nombreuses formulations du capitalisme proviennent du vocabulaire religieux, ses doctrines sont annoncées comme des dogmes, ses perspectives d'avenir sont présentées comme des promesses, les biens de consommation sont, comme les sacrements, empreints d'une aspiration religieuse jusque dans les spots publicitaires. En Amérique Latine, on parle à ce propos aussi d'une « théologie du processus de production ». Pour l'économiste célèbre, J. K. Galbraith, il s'agit d'une « *théologie du laisser-faire* ». « *De même qu'on doit croire en Dieu, de même il faut croire au système néolibéral ; pris ainsi, les deux sont identiques* ». La mondialisation de l'économie, l'effondrement du système socialiste et la révolution des techniques de communication sont les conséquences évidentes de cette nouvelle religion. Le progrès technique est le chemin qui mène au paradis, et le plus grand des péchés est « *la tentation de faire le bien* » au lieu de s'en remettre humblement au marché et à ses lois divines. À l'opposé de cette « théologie » et de ses idoles, il faut mettre en avant la voix prophétique du vrai Dieu en se reposant sur la Bible :

- **Le vrai Dieu** : Adam Smith parle d'une manière quasi religieuse de « la main invisible » qui agit sur des destinées du marché économique. Les structures conduisant à l'injustice s'en trouvent auréolées d'une lueur quasi divine. « La main de Dieu », telle que nous la connaissons de la Bible, fonctionne en réalité de manière différente. Elle extirpe les gens des mécanismes de l'injustice (cf. Ex 3). L'un des noms de Dieu est Justice, seul celui qui s'engage à répandre la justice obéit à Dieu. Le capitalisme en tant que système religieux est une idolâtrie.



- **Opter en faveur des pauvres et des faibles** : le capitalisme ne veut pas reconnaître que, d'un point de vue théologique, le principe de la sélection a été supprimé pour tout ce qui touche les hommes. Au « droit » du plus fort, la Bible oppose le droit du faible. Sous cette acceptation, le choix biblique en faveur des pauvres est la voix prophétique qui s'oppose au néodarwinisme (cf. Leçon 19). Il faut souligner la portée de cette option y compris au sein de la politique économique. Dieu n'est pas du côté des puissants et de l'argent, il y apparaît au contraire comme mandataire et un défenseur des intérêts des faibles et des exclus.

- **La culture de la vie** : Dieu est la vie ! (Cf. Dt 30).



Les biens de consommation ne sont pas tout, et ils ne satisfont pas non plus tous les besoins les plus profonds de l'homme. Quiconque ne voit le sens de sa vie que dans l'aspect matériel et les biens de consommation, se consume petit à petit et finit dans la mort. Celui qui ne fait que consommer, sera lui-même consommé ! Celui qui se contente de consommer dépend exclusivement du futile, de la finitude. On voit bien ici comment l'économie conduit elle-même à la mort de ceux à qui elle doit apporter le minimum vital. Elle ne remplit pas son rôle dès l'instant où elle abandonne son exigence d'absolu. Dès lors, elle ne sert les hommes que quand elle reconnaît comme prioritaires et respecte les besoins les plus fondamentaux de l'homme au lieu de les repousser voire de les étouffer.

La critique du capitalisme ne prend un caractère prophétique au sens propre du terme que si des alternatives concrètes sont visibles. Le théologien protestant U. Duchrow voit une telle alternative dans les communautés religieuses qui, de par leur image de l'homme différente, manifestent leur attachement à une autre forme d'économie.

- **Les conseils évangéliques** : la tradition des Ordres cherche depuis toujours à montrer qu'il existe un autre modèle de société, et notamment en mettant à profit de manière différente les énergies humaines. Elle voit dans les trois conseils évangéliques les mots clés non seulement pour la relation à Dieu, mais aussi pour donner forme à la vie en communauté des hommes : la « pauvreté » implique tout particulièrement une communauté de biens et un comportement solidaire cohérent vers l'intérieur et vers l'extérieur. Les pauvres sont élevés au rang de référence de la vie de chacun. Succédant à frère François et à sœur Claire, la famille franciscaine s'y reconnaît aujourd'hui encore.

- **Refus de la propriété privée** : tout au long de l'histoire de l'Église, il existe de nombreuses formes de vie qui ont fondamentalement rejeté la propriété privée. Parmi elles, on compte celle de François et de Claire. Ils ne comprennent pas la « pauvreté » uniquement comme un détachement intérieur des choses, ils veulent plutôt vivre « sine proprio », « sans propriété » (cf. 1Reg 1,1). « Appropriato », « appropriation » mais aussi « accumulation » représentent pour eux le péché principal de l'humanité (cf. Adm. 2). C'est pourquoi l'hymne à l'incarnation de Dieu, entonné par saint Paul, prend une si grande signification dans la réalisation finale de la forme de vie franciscaine. Paul parle de « l'Expropriatio » (cf. Ph 2,5), de « l'auto-expropriation de Dieu » afin de ne devenir rien d'autre qu'un homme parmi les hommes. François et Claire veulent suivre le chemin de Jésus de Nazareth en acceptant la radicalité du dénuement et de la non-possession. Il s'agit-là probablement de l'essence même et de la nature la plus profonde de ce que l'on peut dire et attendre du mouvement franciscain.



*François se marie avec Mère pauvreté*



• **Une alternative à l'argent** : durant des siècles, il existait une économie qui fonctionna sans argent. Et lorsque l'économie basée sur l'argent, née dans les cités italiennes, a supplanté le système du troc. François rejeta l'argent pour soi-même et pour sa communauté. Son expérience a été la suivante : l'argent sépare et au final il est l'ennemi de la vie. C'est pourquoi il vit dans l'argent « le diable personnifié », du crottin (cf. 2 C 65), de la poussière, « du fumier malodorant » (cf. 2 C 66), « une ruse du démon » qui rappelle le serpent du paradis (cf. 2C 68). Avec le temps – parallèlement à l'introduction générale

de l'économie basée sur l'argent – les sœurs et les frères de la famille franciscaine se sont tout naturellement habitués à l'usage de l'argent. Le jugement porté sur l'argent par frère François ne nous paraîtra à nouveau perceptible et accessible que quand nous prendrons conscience de la dimension de l'injustice qu'une économie de l'argent débridée occasionne. Les sœurs et les frères de Claire et de François devraient sur ce point précis développer une nouvelle sensibilité et soutenir toutes les alternatives existantes à l'argent tel qu'on le pratique aujourd'hui.



Text fehlt

• **La solidarité franciscaine avec les pauvres** : tout au long de leur histoire, les franciscains n'ont pas eu peur de prendre de nombreuses initiatives économiques dans l'intention d'aider les pauvres. C'est ainsi que furent créés les «Monti frumentarii », « les banques de céréales », par mesure de précaution en cas de périodes de famine. Saint Bernard de Feltre († 1494) rassembla les nobles et les riches en fraternités pour aider les pauvres et rendre visite aux malades. Avec la collaboration d'autres frères, il fonda des banques afin de donner la possibilité aux couches populaires les plus pauvres d'emprunter de l'argent : ce sont les fameux monts de piété (« Monti di pietà ») qui se sont particulièrement répandus en Italie, en Espagne, en France et en Allemagne. Ils furent accusés par certains théologiens de réclamer des intérêts et d'enfreindre par là même l'interdiction de l'usure qui a été maintenue par l'Église jusqu'au XXème siècle. Le cinquième concile de Latran se plaça du côté des

franciscains lors de sa 10e session le 4 mai 1515. Dans son décret « Inter multiples », il tient fermement au maintien de l'interdiction absolue de l'usure en fondant sa décision sur Lc 6,34. On ne doit « espérer obtenir du prêt accordé rien d'autre qui dépasse le capital emprunté. Ceci est, de facto, la signification réelle des intérêts lorsqu'on cherche effectivement à faire des gains et des profits sans travailler, sans effort personnel et sans risque en usant d'une chose qui en soi ne produit rien de concret. » Le concile fait référence aux monts de piété dont il dit qu'ils sont « un si grand bien, particulièrement utile à la chose publique ». Il met l'accent sur le principe de la justice qui interdit la pratique de l'intérêt et le complète avec le principe de la miséricorde, de la charité et de la vérité « afin d'aider les pauvres ».





De ce qui vient d'être dit, on comprend que les monts de piété sont autorisés « à prendre une rémunération modeste pour couvrir leurs frais et pour leur indemnisation », « exclusivement pour les dépenses occasionnées par les employés et autres choses diverses qui... qui assurent leur fonctionnement » (Denzinger p. 144).

Nous, les gens de pensée franciscaine, devrions aider à développer les formes de vie qui sont moins influencées par l'argent et la propriété dès qu'elles représentent par leur sensibilité prophétique une alternative au capitalisme.

## Documents de l'Église et sources franciscaines

<b>Bible :</b>	Ex3 ;Lv 19,13 ;Dt 24,14 ; 30 ;Lc 6,34 ;Ph 2,5 ;Jc 5,4
<b>Magistère :</b>	CA 35 ; GS 85 ; RN 1 ; 16 ; 35 ; PP ; QA 109 ; SRS 16
<b>Sources franciscaines :</b>	Erm 2; 1 Reg 1,1 ; 2 C 65; 68; AP 30
<b>Documents de la Famille franciscaine :</b>	
<b>OFM – OFMCap – OFMConv :</b>	
<b>OSC (Clarisses) :</b>	
<b>OSF/TOR (Troisième Ordre Régulier) :</b>	
<b>OFS (Troisième Ordre Séculier) :</b>	
<b>Documents complémentaires :</b>	

*N.B. Les participants sont invités à compléter cette liste bibliographique non exhaustive.*

**Nota bene :**

Comme le marxisme se perçoit comme une critique du capitalisme, vous trouverez les exercices et les applications portant sur le capitalisme à la fin de ce double cours.





## Table des Illustrations

### Page titre :

Saint François. Pieter Geraedts, Pays-Bas.

### Page de garde :

Dessin d'Iris Schröder.

**P. 5 :** Tiré de : Zusammen mit Entwicklungsländern, BMZ.

**P. 6 :** Tiré du SPIEGEL, 23/97.

**P. 7 :** Tiré de : Weltsicht-Weitsicht 14, 7/8/95.

**P. 8 :** Image de Stefan Wolf reprenant une illustration de Cesar Paredes/ Zefa-Stockmarket.

**P. 10 :** Porteurs, Madagascar. Tiré de : KNA-Bild.

### **P. 12, colonne à gauche :**

Tiré de : Zusammen mit Entwicklungsländern, BMZ.

### **P. 12, colonne à droite :**

Tiré de : Kontraste, 3/91.

**P. 13 :** Tiré de : ded-Brief, 4/96.

**P. 14 :** Tiré de : Franziskaner Mission, 2/94, Photo : present.

**P. 15 :** Tiré de : ite, 5/95, Photo : Keystone Press.

**P. 16 :** Tiré de : Nord-Süd Info-Dienst, 72/12/95.

**P. 19 :** Gravure sur bois de Frans Masereel.

**P. 20 :** Tiré de : Zusammen mit Entwicklungsländern, BMZ.

**P. 21 :** Tiré de : World Watch, 9/10/92.

### **P. 22, colonne à gauche :**

Tiré de : Nord-Süd Info-Dienst, 3/97.

### **P. 22, colonne à droite :**

Tiré de : KBF-Nachrichten, 3/97.

**P. 23 :** Echiquier de : H. Creutz, le syndrome de l'argent.

### **P. 24, colonne à gauche :**

Graphique tiré de : H. Creutz, le syndrome de l'argent.

### **P. 24, colonne à droite :**

Indien qui porte ses produits agricoles au marché.

**P. 25 :** Bombay. Tiré de : Franziskaner Mission, 2/92, photo : present.

**P. 26 :** Pyramide « Ordnung muss sein ». Tiré de : iz3w Fribourg .

### **P. 27, colonne à gauche :**

Tiré de la série de gravures sur bois : Max Pechstein. Le Notre Père, 1921.

### **P. 27, colonne à droite :**

« To pay is to die ». Dessin de Wilfredo Rodriguez.

### **P. 28, colonne à gauche :**

Les âmes des justes dans la main de Dieu. Fresque dans l'église du couvent de Manassja en Serbie, XVème siècle.

### **P. 28, colonne à droite :**

« La liberté des enfants de Dieu ». Tableau de l'église São José dans l'évêché São Félix da Araguaia, Brésil. Tiré de : Kontinente, 2/95.

### **P. 29, colonne à gauche :**

Photo : W. Radtke/ADVENIAT.

### **P. 29, colonne à droite :**

François se marie avec Mère Pauvreté. Domenico Veneziano, Alte Pinakothek, Munich.

### **P. 30, colonne à gauche :**

Tiré de : Kontraste, 3/91, Photo : Dirk Reinartz – visum.

### **P. 30, colonne à droite :**

Travail communautaire au village. Tiré de : ite, 4/88, photo : A. Voide, Tchad.

**P. 33 :** Sculpture maori, Nouvelle-Zélande.

# Épilogue



Es kommt der Tag,  
an dem ein Mann und eine Frau sich lieben können,  
ohne den morgigen Tag zu fürchten.

Es kommt der Tag,  
an dem die Kinder  
nicht mehr weinen werden  
vor Hunger  
und die Jugendlichen  
nicht mehr arbeitslos werden.

Es kommt der Tag,  
an dem die Alten ihr Alter  
kreativ leben und ihrer  
langen Arbeitsjahre wegen  
geachtet werden.

Es kommt der Tag,  
an dem das Land von seinen  
Besten regiert wird, das heißt:  
von denen, die es jeden Tag  
mit der Kraft ihrer Hände  
und ihres Geistes gestalten.  
Es kommt der Tag,  
an dem man sagen kann -  
mit Freimut - was man denkt,  
ohne Furcht vor Repression.

Es kommt der Tag,  
an dem auch die, die in den globalen  
Analysen  
nicht berücksichtigt werden,  
ihr Leben, ihre Zukunft und ihre  
Rechte gesichert haben werden.

Es kommt der Tag,  
an dem die Ausübung  
der Gerechtigkeit  
keine Ausnahme sein wird,  
sondern Ergebnis einer  
organisierten Gesellschaft  
zugunsten der Mehrheiten,  
die heute noch eine ungerechte  
Sklaverei erleiden und ertragen.



---

Es kommt schließlich der Tag,  
an dem Künstler und Arbeiter,  
Bauern und Schriftsteller  
nicht länger getrennt leben werden.

---

Und es wird verbannt sein von der Erde  
das Wort  
Unterdrückung.

*Roberto Zucchi, Brasilien*

## La structure du cours

### A La Famille franciscaine – porteuse d’une mission spécifique

1. Le christianisme, religion de l’Incarnation
2. La Famille franciscaine
3. Collaboration interfranciscaine aujourd’hui
4. Formation initiale et formation permanente

### B Les fondements du charisme missionnaire franciscain

5. Les fondements bibliques et prophétiques de la mission franciscaine
6. L’origine de la mission dans le mystère de la Trinité
7. La mission franciscaine d’après les sources anciennes
8. Fidélité et trahison : une histoire de la mission franciscaine
9. La mission franciscaine d’après les sources modernes

### C La dimension mystico-religieuse du charisme missionnaire franciscain

10. L’unité de la mission et de la contemplation
11. La décision pour le Christ et une dimension universelle
12. Fraternité universelle : réconciliation avec Dieu, l’homme et la nature
13. La vocation apostolique franciscaine et l’annonce de la Bonne Nouvelle
14. Sœurs et frères dans un monde sécularisé
15. Dialogue avec d’autres religions : une voie franciscaine
16. Rencontre avec les musulmans
17. L’inculturation : un devoir franciscain
18. Le rêve franciscain d’une Église amérindienne

### D. La dimension socio-politique du charisme missionnaire franciscain

19. François d’Assise et l’option pour les pauvres
20. La théologie de la libération du point de vue franciscain
21. Critique prophétique des systèmes sociaux:  
1ère partie : le capitalisme  
2ème partie : le marxisme
22. « Homme et femme, il les créa... » – Un défi franciscain
23. Engagement franciscain pour la paix et pour le monde
24. Notre relation face à la science et à la technique

### Résumé

25. La tâche permanente des Franciscains dans l’Église